

puis le XVI<sup>e</sup> siècle et devrait demeurer turque.

### Imbroglia historique

Les Grecs et les Turcs présentent une genèse différente de la crise actuelle. La thèse turque s'appuie sur la longue période où Chypre a été sous le contrôle turc, du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1878, alors qu'en vertu d'un accord conclu avec la Grande-Bretagne l'ancien Empire ottoman céda l'île à Londres. D'autre part, le Gouvernement grec actuel tend à envisager la crise chypriote dans une perspective beaucoup plus brève. Il soutient en effet que le monde ne devrait juger les événements à Chypre que depuis la chute de la dictature militaire, l'été dernier. Ni l'une ni l'autre de ces optiques ne peut servir de base à la discussion ou à la négociation.

Aux fins du présent article, on peut dire de la situation actuelle qu'elle a commencé en juillet 1954, lorsque Londres a fait connaître son intention de doter Chypre d'une constitution qui lui soit propre. Cette nouvelle a déclenché la critique grecque aux Nations Unies et a provoqué le début de la campagne de terrorisme de l'EOKA à Chypre, laquelle avait pour but d'entraîner l'annexion de l'île à la Grèce. Les tentatives en vue de démêler cet écheveau d'intérêts, lors d'une conférence entre la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie, furent vaines. Makarios fut déporté aux îles Seychelles pour environ une année au cours de laquelle il abandonna l'idée d'*Enosis*.

Les assassinats, les mouvements de troupes et l'instabilité interne à Chypre commandèrent la Conférence de Zurich. Au cours de cette Conférence, qui débuta le 11 février 1959, Londres, Athènes et Ankara ont convenu d'accorder l'indépendance à l'île et d'établir une nouvelle constitution accordant aux Cypriotes grecs et turcs le contrôle conjoint du gouvernement et de l'administration. Le président devait être grec et les 18 p. cent de Cypriotes d'origine turque devaient être représentés par un vice-président jouissant de droits de veto bien déterminés. Makarios fut élu président en 1959 et, le 16 août 1960, l'île accédait à l'indépendance. En échange du droit d'intervenir en cas de violation des garanties communautaires, la Turquie renonça au *Taksim* (annexion de Chypre) et la Grèce renonça à l'*Enosis* (union avec Chypre). Chaque État obtenait le droit de maintenir quelques troupes dans l'île pour veiller à ce que les droits de chaque collectivité soient respectés. La Grande-Bretagne y a gardé deux bases militaires, mais Chypre n'a pas adhéré à l'OTAN.

Les querelles, les conflits de compéten-

ce et la violence ont continué cependant et la nouvelle constitution n'a eu que peu d'effet. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité des Nations Unies a dû envoyer une force internationale à Chypre pour y maintenir l'ordre. La violence politique persista toutefois et même la mort du général Grivas, leader de la campagne de l'EOKA, n'arrêta pas le mouvement d'*Enosis*. Le 15 juillet 1974, l'infâme coup d'état eut lieu à Nicosie. Radio-Nicosie annonçait l'assassinat de Makarios. La nouvelle fut infirmée par la suite: le président s'était enfui à bord d'un avion britannique. Le terroriste de l'EOKA, Nicos Sampson, lui succéda immédiatement.

Le Gouvernement turc de Bülent Ecevit décida qu'il n'y aurait «jamais de moment plus propice pour attaquer». Après l'échec de ses tentatives pour s'associer à la Grande-Bretagne ou obtenir l'aide de celle-ci dans une intervention armée, la Turquie a débarqué ses troupes dans l'île le 20 juillet 1974. Elle a justifié cette mesure en invoquant le traité de garantie de 1960 qui accordait à la Turquie, à la Grèce et à la Grande-Bretagne le droit d'intervenir pour protéger le statu quo ainsi que la vie des Cypriotes. Ce débarquement a assuré aux Turcs le contrôle de Kyrenia, sur la rive nord, et ses répercussions se sont manifestées en Grèce où la dictature militaire fut renversée. Entre temps, à Chypre, Sampson était remplacé par Glafkos Clérides, et les Turcs attaquaient de nouveau et s'emparaient d'environ un tiers de l'île, y compris le port de Famagouste.

### Intransigeance en Grèce et en Turquie

On doit envisager la crise actuelle de Chypre comme l'aboutissement d'une situation qui est restée sans solution depuis trop longtemps. Il ne fait aucun doute que les Cypriotes, les Grecs et les Turcs ont tous une part de responsabilité dans ce dernier épisode tragique. Il est difficile de juger de la situation à cause des accusations et contre-accusations d'atrocités, lesquelles ne seront éclaircies, si jamais elles le sont, que par d'éventuelles analyses historiques. Il faut donc examiner les faits actuels et, si cela est possible, élaborer des politiques en fonction de cette réalité.

Les hostilités entre la Grèce et la Turquie au sujet de Chypre sont aggravées par des problèmes d'ordre stratégique dans la Méditerranée orientale, de même que par la découverte de gisements importants de pétrole dans la mer Égée. Cette découverte a intensifié l'activisme des deux puissances. On se dispute les ressources qui se trouvent au large des îles grecques situées tout près de la Turquie. Les Grecs